

DOSSIER DE PRESSE

*Les Grands Prix du
Club de la Presse*



Edito

Une des plus belles réussites

Sans fausse modestie, les Grands Prix du Club de la Presse représentent une grande fierté pour l'association. Depuis leur lancement en 2002, plus de cent lauréats ont été distingués, mettant en lumière une grande variété de contenus, de formes d'écriture, de parcours personnels et professionnels. Pour certains, ces prix ont confirmé un talent déjà remarqué par leurs pairs. Pour beaucoup, les plus jeunes notamment, ils promeuvent l'émergence de talents du Nord-Pas de Calais qui s'épanouiront ici ou ailleurs.

Ne serait-ce que pour cette raison, les Grands Prix du Club sont l'une des plus belles réussites du Club. Ce n'est pas la seule. L'intérêt pour la chose publique, la curiosité, le goût de la rencontre, le soin apporté à la recherche d'informations se déclinent dans toutes les actions de l'association, auprès des professionnels de l'info et de la communication, auprès des scolaires ou auprès du grand public. Pour mémoire, le Club est impliqué dans près de 200 événements par an qui touchent environ 10.000 personnes. Parfois dans un travail de fourmi, comme dans le cas du dispositif « Presse à l'école », mené tout au long de l'année, qui fait rencontrer journalistes et scolaires. Une autre grande fierté.

Pour mener à bien ses actions et ses projets, le Club de la Presse a besoin de l'implication du plus grand nombre. Vous vous sentez concerné par l'évolution des métiers de l'info, par l'actualité, les sujets d'intérêt général ? Rejoignez-nous !

Mathieu Hébert

Président du Club de la Presse Nord-Pas de Calais

SOMMAIRE

Les Grands Prix de la Presse 2014	2
Les Palmarès des Grands Prix	
Grand prix jeune journaliste de presse écrite généraliste.....	4
Grand prix jeune journaliste de presse écrite locale.....	8
Grand prix jeune journaliste de télévision.....	11
Grand prix jeune communicant.....	14
Grand prix du reportage.....	17
Grand prix de l'enquête.....	25
Prix spécial du jury.....	29
Comment ont été choisis les lauréats ?.....	31
Les Grands Prix – Bilan chiffré.....	32
Le Club de la Presse Nord – Pas de Calais.....	33
Les projets en cours.....	36
Les partenaires des Grands Prix du Club de la presse.....	37

Les Grands Prix du Club de la presse 2014



Jeunes journalistes - Jeune communicant - Reportage - Enquête

Premier réseau de professionnels du journalisme et de la communication de la région, le Club de la presse Nord-Pas de Calais organise pour la 13^{ème} année ses Grands Prix. A sa création en 2002, le concours s'adressait exclusivement aux jeunes journalistes et communicants de moins de 30 ans. Le nombre et les intitulés des catégories ont évolué avec le temps, signe de la volonté du Club de la presse de coller à l'évolution des médias. Cette année, 5 jeunes professionnels ont été choisis par le jury qui a été convaincu par la qualité de leur travail.

C'est la même recherche d'excellence qui a conduit à créer le Grand prix du Reportage en 2011 et celui de l'Enquête en 2012, ouverts à tous les journalistes de la région. Deux d'entre eux vont recevoir un prix récompensant leur capacité à faire vivre, et de quelle manière, ces deux genres journalistiques exigeants, essentiels et pourtant moins présents dans les médias.

Avec ces prix, le Club de la presse affirme la haute idée qu'il se fait du rôle du journaliste à l'heure où la profession vit de profonds bouleversements. Depuis 2002, ce sont plus de 100 lauréats qui prouvent la grande capacité des professionnels de la région à s'adapter pour proposer le meilleur au lecteur.

Les Membres du jury des Grands Prix 2014 sont :

- **Mathieu Hébert** – président du Club de la presse, journaliste à Liberté Hebdo
- **Philippe Allienne** – président de la commission Grands Prix, journaliste pigiste
- **Pierre Savary**, journaliste agence Reuters / Directeur de l'ESJ
- **Jordan Pouille**, journaliste pigiste
- **Sébastien Noé**, journaliste La Voix du Nord
- **Sylvain Marcelli**, journaliste Agence AEF
- **Antoine Sabbagh**, journaliste France Bleu Nord
- **Patrice Demailly**, journaliste France Inter
- **Marie-Candice Delouvrier**, journaliste France 3
- **Bruno Cappelle**, attaché de presse du Louvre-Lens
- **Florent Piasecki**, relations presse du VAFC
- **Olivier Touron**, photographe
- **Valériane Porcher**, journaliste agence AIMV

Palmarès

des Grands Prix du Club de la presse Nord – Pas de Calais



Pour cette 13^{ème} édition les lauréats sont :

- **Grand Prix jeune journaliste de presse écrite généraliste : Elodie HERVE**
« *Une centenaire entre guerres et voyages* » - Latitudes
- **Grand Prix jeune journaliste de presse écrite locale : Sheerazad CHEKAIK-CHAILA**
« *Corons de la cité 3 d'Auchel : douloureuse fin de l'histoire* » - La Voix du Nord
- **Grand Prix jeune journaliste de télévision : Djamel MAZI**
« *Handicap : le miracle de la danse* » - M6
- **Grand Prix jeune communicant : Maxence TELLE**
« *#VA1Club1Public1Maintien* » - Valenciennes Football Club
- **Grand Prix du reportage : Marie TRANCHANT**
« *Intermittence, le quotidien du système D* » - Témoignage Chrétien
- **Grand Prix de l'enquête : Anne-Lise HAVARD & Valentin GRAFF**
« *La Terre marquée au fer rouge* » - Latitudes
- **Prix spécial du Jury : Plana RADENOVIC**
« *L'ancienne prison de Loos, une invitation au pillage ?* » - La Voix du Nord

Les lauréats des Grands Prix reçoivent un prix de 1.000 euros financé par les partenaires des Grands prix : Banque Populaire du Nord, CIC Nord-Ouest, Crédit Agricole Nord de France, Heineken entreprise, Orange, Tereos. Tous les lauréats reçoivent une adhésion d'un an au Club de la Presse et un annuaire du Club.

Grand Prix jeune journaliste

Presse écrite généraliste



Elodie HERVE

Son article

« Une centenaire entre guerres et voyages »
paru dans **Latitudes**

Née en Alsace en 1913, Anne Ackermann a été témoin des événements marquants du XX^{ème} siècle.

Le reportage revient sur les étapes de sa vie et l'impact du cours de l'histoire... Une belle rencontre publiée dans le magazine de fin d'année de l'ESJ consacré au centenaire de la Grande Guerre. Pour sa réalisation les étudiants ont parcouru les 700km de la ligne de front, ce qui a mené Elodie Hervé dans le sud de l'Alsace. C'est là qu'elle a rencontré Vincent Heyer, écrivain et historien de la région et sa grand-mère, Anne Ackermann.



L'avis du jury

Un beau portrait et une belle histoire rapportés par Elodie Hervé. A travers le parcours de cette centenaire on redécouvre un pan de l'histoire contemporaine sous un angle humain. La qualité de l'écriture rend le récit fluide et très prenant et nous fait ressentir le caractère de ce personnage à la longévité hors-norme.

Son parcours

Originaire de Marseille, Elodie Hervé est actuellement étudiante en seconde année à l'ESJ. Avant de venir étudier à Lille, elle a obtenu une licence de géopolitique à l'Université d'Aix-en-Provence qu'elle a prolongé par des études européennes à Paris et suivi avec succès les cours de la prépa « La Chance au concours » (association qui œuvre pour la diversité dans les médias en préparant des étudiants boursiers aux concours des écoles de journalisme).

UNE CENTENAIRE ENTRE GUERRES ET VOYAGES

Aînée d'une famille nombreuse, Anne Ackermann a quitté l'école très tôt. De Lyon à Paris, en passant par la Bretagne, cette centenaire se targue de connaître "toute la France".

Robe rose, gilet de laine sur les épaules, foulard bleu ciel, cheveux peignés avec soin, Anne Ackermann tient dans sa main une photo d'elle, jeune. «Vous voyez, explique-t-elle, je suis vieille maintenant.» Dans sa chambre, des photos aux murs, des fleurs sur une coiffeuse en bois vieilli et un déambulateur. D'une voix tendre et riieuse, Anne se tourne vers son petit-fils, Vincent, pour lui demander un verre d'eau. «J'ai toujours été la première et la dernière du village, lance-t-elle. J'étais la première d'une famille de huit enfants, et je suis toujours en vie.» Cette Alsacienne au sourire joyeux a 101 ans. Et dans sa tête, les souvenirs sont intacts.

Anne a traversé les âges et les époques ; alors, sans le vouloir, elle est devenue un témoin de l'histoire de l'Alsace. Terre fertile, cette région s'est retrouvée au cœur des conflits franco-allemands. Le siècle dernier, par exemple, la langue officielle a changé quatre fois. «Je suis née Allemande, explique-t-elle, et je suis devenue Française, puis de nouveau Allemande. Aujourd'hui, je suis Française et Alsacienne.»

Née à Hindlingen, un petit village du Sud alsacien, Anne Ackermann a peu de souvenirs de la Première Guerre mondiale. Occupé par l'armée française dès 1914, son bourg est évacué en 1916 pour éviter les bombardements allemands. «On a tout abandonné, notre village et notre langue, pour partir côté français dans un endroit où nous ne connaissions pas grand monde.» Hébergée chez sa tante, avec sa mère, à Phaffans dans le Territoire de Belfort, Anne est alors inscrite dans une école française.

UNE RÉGION, TROIS LANGUES

Mais voilà, les années passent et la guerre se termine. Dans l'espoir d'y retrouver leurs

«**A cause de la guerre, mon père et moi ne parlions plus la même langue**

proches et leur maison, la famille retourne au village, en 1919. C'est la désillusion. La maison a été détruite et pillée. Et quand Anne retrouve son père, l'année d'après, le désenchantement continue. «J'étais heureuse de le revoir, malgré ses joues creusées et ses yeux tristes, mais nous ne pouvions plus rien nous dire. Mon père ne parlait pas français, et moi pas allemand. A cause de la guerre, nous ne parlions plus la même langue.»

Alors Anne apprend l'alsacien, puis l'allemand, ce qui ne l'empêche pas de remporter un grand prix de français en 1925 : «Mes parents ne parlaient pas un mot de français. Il fallait que je me défende, que je lise et que je gagne ce prix pour montrer à tous que j'étais comme eux, Française.»

À 13 ans, elle arrête l'école, «comme c'était de coutume à l'époque», souligne-t-elle. Aînée d'une famille nombreuse, elle doit désormais prendre le chemin du travail pour nourrir toutes ces bouches. «Mais pas question d'aller à l'usine, explique-t-elle. J'ai préféré faire la bonne à tout faire, c'était plus digne.»

Alors, Anne passe de famille en famille. D'abord dans la région, à Belfort, où on la traite de «salé boche», puis à Lyon où elle travaille pour la famille Gattfossé, qui possède une usine d'aromatérapie. Le courant passe bien, la famille la paie 100 francs par mois. Deux ans plus tard, elle s'envole pour Paris, et sert un amiral qui vit seul. «Il n'était pas là souvent, mais quand il rentrait, nous devions lui chauffer son appartement. Nous, on se collait aux murs pour avoir un peu de chaleur.» Cet amiral, dont elle refuse de donner

le nom, vivait boulevard Saint-Germain. Alors, la jeune campagnarde s'amuse à jouer à la «grande dame», en faisant les courses sur les grands boulevards. «Une fois je suis même allée à Versailles. Quand on a vu ça, et qu'on rentre après dans une chambre au sixième, sous les combles, on a des paillettes plein les yeux, mais la réalité reprend vite le dessus.»

DÉBROUILLE ET TRAVAIL AU NOIR

Les années défilent et les patrons aussi, elle retourne à Lyon, puis Nancy, Mulhouse et la Bretagne. En 1937, elle rencontre celui qui deviendra deux ans plus tard son mari, Ernest. De leur rencontre, elle ne dit pas un mot. Même son petit-fils avoue qu'elle est toujours restée très évasive sur le sujet.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, en 1939, elle l'épouse contre l'avis de son père. De lui, elle aura trois enfants, mais seule l'un d'entre eux survivra à l'accouchement : Simone. La famille d'Anne lui tourne alors le dos.

La même année, l'Allemagne envahit la Pologne et la France entre en guerre. Un an plus tard, l'Alsace redevient allemande. De nombreux Alsaciens et Mosellans vont alors être enrôlés de force côté germanique. 140 000 "Malgré-nous" ont été ainsi envoyés sur le front de l'Est.

C'est à cette époque qu'Anne, son mari et leur bébé arrivent à Seppois-le-Bas, dans le Haut-Rhin. Mais, pas assez prudent, Ernest est emprisonné à Mulhouse pour avoir écrit une lettre en français. A sa sortie, il fuit vers la Suisse pour ne pas aller se battre du côté allemand.

Anne se retrouve seule avec sa fille. Sans homme à la maison, à une époque encore très patriarcale, elle est sans cesse «embêtée par les Allemands». Ses mots resteront vagues, mais sur son visage une grimace apparaît.

LES DATES CLÉ

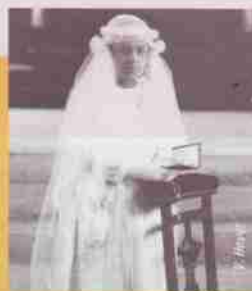
19 mars 1913 : Naissance à Hindlingen, aînée d'une famille de huit enfants

Automne 1914 : Hindlingen, le village natal d'Anne, est occupé par l'armée française. A cette époque, l'Alsace est allemande

Février 1916 : Les habitants sont évacués à Phaffans, elle commence l'école française

1919 : Retour à Hindlingen

1926 : Elle quitte l'école à 13 ans et commence à travailler



À 13 ans, Anne fait sa communion et quitte l'école peu après

1937 : Rencontre avec celui qui deviendra son futur mari, Ernest Ackermann.



Dans la tête d'Anne Ackermann, des souvenirs intacts, racontés le sourire aux lèvres

© Y. Hervé/ESJ

À cette époque, l'Allemagne déportait les familles des évadés dans des camps de prisonniers. Alors, par crainte, Anne gardait une valise prête et sa charrette pour fuir au besoin. Et quand les Allemands venaient lui demander où était son mari, elle répondait : « Je n'en sais rien, je pensais qu'il était avec vous. »

Entre débrouille et travail au noir, la jeune maman cherchait à nourrir sa petite comme elle pouvait.

Les Allemands réquisitionnaient tout ce qu'ils pouvaient, alors pour gagner un peu

menaient à reprendre la ville. « Quand je suis sortie de la messe, j'ai vu des corps partout sur les routes, un char français avait brûlé et il fumait encore. » Sans réfléchir, Anne attrape sa fille et sa valise et se réfugie dans une cave, deux maisons plus loin. Une semaine plus tard, elle redevient Française. Après les guerres et le retour de son mari, la vie reprend son train-train. Lui devient conducteur de bus pour le ramassage scolaire et travaille dans une usine à Delle, dans le Territoire de Belfort. Elle se concentre désormais sur l'éducation de sa fille.

UN PASSEPORT POUR LE CIEL

Un an plus tard, le 29 avril 1945, Anne peut voter pour la première fois. Mais cette évolution des mentalités ne change pas grand-chose à sa vie. « Un beau jour, on y a été, après la messe, et on votait ce que le mari nous disait. Dans mon village, nous n'avons pas vécu ça comme quelque chose d'exceptionnel. Pour nous c'était juste une sortie, après la messe

on allait poser notre bulletin dans l'urne et on rentrait. »

En 1969, alors que la France se remet de la révolte étudiante parisienne, Anne perd son mari. « Il est mort jeune, en tombant d'un cerisier. Ça a été très difficile. Et depuis, je suis restée seule et, ma foi, j'ai vieilli. »

Alors pour oublier cette solitude, Anne se remet à voyager. Pendant dix ans, elle parcourt la France soit lors de voyages organisés par l'usine, soit avec l'ancienne famille lyonnaise avec qui elle est toujours restée en contact.

Mais le poids des années a commencé à se faire sentir. En 2001, elle entre dans une maison de retraite, avant d'être transférée dans une unité médicalisée. Le regard plongé dans le vide, les mains posées sur la table, Anne lance, comme pour finir : « Maintenant, je n'ai besoin que d'un passeport pour le ciel. »

É. HERVÉ

« J'ai vu des corps partout sur les routes »

d'argent elle allait vendre des produits de la ferme aux familles aisées de Mulhouse. Le 19 novembre 1944, les combats s'intensifient dans la région. Des soldats français com-



En 1937, rencontre avec Ernest qui deviendra son mari deux ans plus tard

1939 : Anne et Ernest se marient. Naissance de leur fille, Simone. La Seconde Guerre mondiale est déclarée

1940 : Son mari est emprisonné, après avoir écrit une lettre en français. Libéré, il fuit vers la Suisse



Rejetée par les siens, Anne crée sa propre famille dans les années 1940

19 novembre 1944 : Libération du village, elle passe une semaine dans une cave avec sa fille pour se protéger de la contre-offensive allemande

1969 : Son mari décède

2001 : Anne rejoint une maison de retraite

19 mars 2013 : Anne fête ses 100 ans



TEREOS, PARTENAIRE DU PRIX « JEUNE JOURNALISTE DE PRESSE ÉCRITE GÉNÉRALISTE »

Tereos est fier de récompenser le talent d'Elodie HERVE, jeune journaliste de la presse écrite, primée pour son article « Une centenaire entre guerres et voyages », publié dans « Latitude ».

C'est au travers des grands prix jeunes journalistes du club de la presse du Nord-Pas-de-Calais que Tereos affirme son engagement et sa contribution à la dynamisation de la région. Le groupe coopératif sucrier fait perdurer les liens qui l'unissent à son territoire.

Tereos a des valeurs fortes, qui sont inscrites dans ses gènes : l'engagement sur le long terme, la proximité, l'ouverture, l'esprit entrepreneurial. Elles s'expriment clairement à travers la nouvelle signature, « Voir loin, rester proche ». Cela démontre son ancrage local et sa volonté de s'inscrire sur le long terme.

A PROPOS DE TEREOS

5^{ème} groupe sucrier mondial, Tereos est spécialisé dans la transformation de la betterave, de la canne et des céréales. Le groupe dispose de positions de leader également sur les marchés de l'alcool (N°1 européen et N°3 brésilien) et de l'amidon (N°3 européen). Tereos compte 42 sites industriels et 24 000 employés sur quatre continents. En 2013/14, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 4,7 milliards d'euros. Groupe coopératif, Tereos rassemble 12 000 associés coopérateurs réunis autour d'une vision à long terme : valoriser les matières premières agricoles et contribuer à une offre alimentaire de qualité.

ACTEUR ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS

Tereos compte plus de 1 100 salariés dans le Nord-Pas-de-Calais. Les 5 sucreries-distilleries situées dans la région (Escaudoevres, Thumeries, Boiry Sainte Rictude, Lillers et Attin) assurent la transformation des betteraves produites par 7 300 associés coopérateurs.

BÉGHIN SAY, UN PEU DE SUCRE, BEAUCOUP D'IDÉES

Pour le marché grand public, la marque phare de Tereos en France est Béghin Say. Acteur incontournable du rayon sucre, Béghin Say propose une large gamme de sucres distribuée en grandes surfaces sous les marques Blonvilliers, La Perruche, Saveur Vergeoise, Spécial Confitures, Ligne, etc.

En 2013, Béghin Say a lancé les sticks 4 Saveurs et Ligne au sucre et aux extraits de Stevia ainsi que le sucre en grains conditionné en sachet Doypack zip pour les décors sur les pâtisseries et viennoiseries.

12 000 ASSOCIÉS COOPÉRATEURS	1^{er} GROUPE SUCRIER FRANÇAIS
24 000 SALARIÉS	2^{ème} GROUPE COOPÉRATIF FRANÇAIS
42 SITES INDUSTRIELS 11 PAYS	5^{ème} PRODUCTEUR MONDIAL DE SUCRE



Relations Presse :
Elise Démaret
Tél. : 03 28 38 65 28
edemaret@tereos.com

Grand Prix jeune journaliste

Presse écrite locale

Sheerazad CHEKAIK-CHAILA

Son article

« *Corons de la cité 3 d'Auchel : douloureuse fin de l'histoire* »
paru dans La Voix du Nord

Les corons font partie du paysage dans le bassin minier. La destruction de la cité 3 à Auchel met en lumière les conditions de vie dans cet habitat spécifique, héritage du passé minier. Un passé et des souvenirs que certains habitants se refusent à quitter, malgré les propositions de relogement.



L'avis du jury

Sheerazad CHEKAIK-CHAILA livre un article très touchant et bien maîtrisé, qui ménage un bon équilibre entre le texte et les citations. La journaliste nous fait découvrir une réalité que l'on n'imagine pas, au-delà des clichés. Les corons ont rarement été traités sous cet angle, l'article réussit à faire ressentir l'impact de cet habitat sur la vie de ces occupants. Un beau papier de locale comme on l'attend.

Son parcours

Licence de communication de l'Université de Bordeaux en poche, Sheerazad Chekaik-Chaila a travaillé quatre ans pour le groupe Mc Donald's avant de changer d'orientation professionnelle. En 2012, elle a intégré l'ESJ pour un contrat de professionnalisation dans l'agence de La Voix du Nord de Bruay-La-Buissière. Diplômée cette année, elle travaille toujours au quotidien régional pour lequel elle fait régulièrement des remplacements dans les agences locales, notamment dans le secteur minier et en métropole.

PATRIMOINE MINIER

Corons de la cité 3 d'Auchel : douloureuse fin de l'histoire



La démolition d'une partie de la cité 3 d'Auchel est en cours. Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité. Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.

PHOTO: SHERAZAD CHEMARI/CMLA

Au nord, c'étaient les corons. Que ce soit à Auchel ou à Valenciennes, les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.

32 ans, ruelle avec sa maison, poche de terre. Elle vivait avec son mari et ses enfants. Elle vivait avec son mari et ses enfants.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

La solidarité des corons. Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.



La destruction de cette cité est un véritable défi pour ceux qui y ont vécu. Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.



« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

Très chère réhabilitation...

C'est évidemment la réhabilitation de cette cité qui est le plus coûteux. Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.

« On n'expose pas les locataires ». Les habitants ont été évacués, et les débris sont stockés dans des conteneurs à l'extérieur de la cité.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.

« Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il. « Ça va être un grand chantier », dit-il.



Un brasseur ancré dans le Nord-Pas-de-Calais



Fondée en 1921 au centre-ville de Lille, la brasserie du Pélican crée en 1937 la Pelforth brune. Forte de son succès, la brasserie prend le nom de Pelforth et s'installe à Mons-en-Barœul dès 1975.

Mons-en-Barœul
1^{ère} brasserie HEINEKEN en France

132

références produites

dont les marques :

Heineken®, Pelforth, Desperados, Affligem*

92%

de la production

destinée au marché français

2,9

millions d'HL

de production annuelle

La moitié de la production brassicole régionale (48%)



Près de

40
millions d'€

investis dans l'outil
de production
depuis 2009



264
collaborateurs

1 emploi direct
en brasserie gènère
7 emplois indirects

* Affligem : Embouteillé à Mons-en-Barœul.
Sources internes / Cabinet ASP données 2012

Grand Prix jeune journaliste

Télévision

Djamel MAZI

Son reportage

« *Handicap : le miracle de la danse* » diffusé sur M6

Au-delà d'un art, la danse peut aussi être une thérapie, c'est l'histoire émouvante que l'on découvre dans ce reportage. Mère d'une petite Nayomi, née avec une lésion cérébrale, Pamela a utilisé son expérience de danseuse professionnelle pour rééduquer sa fille. Encouragée par les impressionnants résultats obtenus, elle a ensuite décidé de faire partager les bienfaits de la danse à d'autres personnes handicapées dans des ateliers.

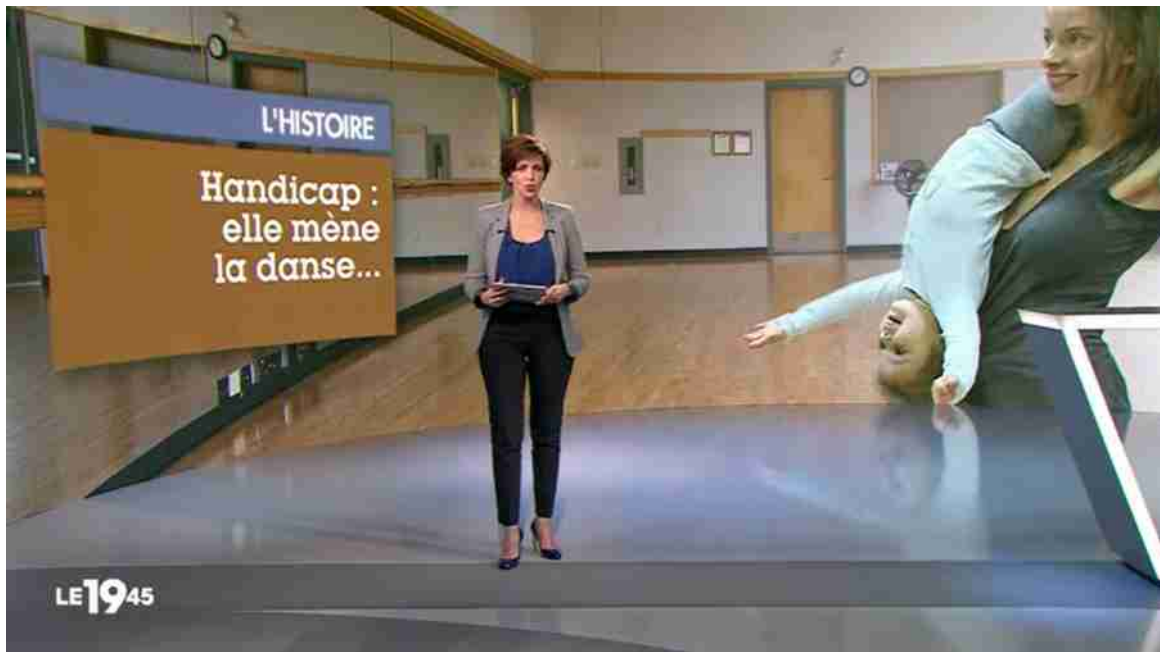


L'avis du jury

Sur le fond c'est un sujet en or, vraiment original que nous fait découvrir Djamel. Sur la forme, c'est bien filmé, les images sont très belles et bien accompagnées par la musique. Le reportage, très émouvant, réussi à créer une vraie empathie avec les protagonistes. On en est presque frustré que ce soit si court !

Son parcours

En intégrant à 20 ans le CFPJ de Paris, Djamel Mazi a fait ses débuts en alternance à la rédaction des magazines d'information à M6. Il a d'abord été en charge de rédiger les plateaux de Bernard de La Villardière et de préparer les enquêtes des émissions, puis il a rejoint la rédaction du *6 minutes* et participé à la mise en place du nouveau JT de M6 le *19.45*. A la fin de ses études il est resté dans le groupe M6, titularisé correspondant permanent à Lille pour couvrir le Nord-Pas-de-Calais, la Belgique et les Pays-Bas pour le *12.45* et le *19.45*. Il a assuré cette correspondance de 2009 jusqu'à avril 2014, date à laquelle il est devenu pigiste, notamment pour la rédaction d'itélé au desk, en reportage et à la présentation occasionnelle de chroniques actu plateau.



Grand Prix 2014 Grand Prix de Télévision

Partenaire du Club de la Presse Nord-Pas de Calais, Orange s'associe pour la 13^{ème} année consécutive aux Grands Prix des jeunes journalistes et jeunes communicants

Pionnier dans le développement de la télévision et de la vidéo à la demande sur les réseaux haut débit fixes (ADSL et fibre optique) et mobiles, Orange offre des contenus riches, diversifiés et disponibles à tout moment, à la maison comme en mobilité.

Disponible via Internet ou Satellite, la TV d'Orange enrichit régulièrement son offre de chaînes et ses bouquets thématiques pour toujours plus de diversité. La TV d'Orange c'est jusqu'à 150 chaînes - dont 19 en haute définition - 16 000 programmes avec le catalogue de TV à la demande et plus de 7 000 vidéos disponibles chaque mois à la demande, inclus dans l'offre de base.

Disponible à tout moment, à la maison comme en mobilité, la TV d'Orange déploie son accès en multi-écrans afin que ses clients puissent retrouver leurs services de télévisions sur leurs Smartphones ou leurs tablettes grâce à la 4G.

Les nouveaux débits apportés par la 4G permettent de tout partager plus vite, avec plus de fluidité et d'instantanéité et put vont changer fondamentalement l'expérience de l'internet en mobilité pour nos clients : regarder leurs émissions préférées en HD ou encore télécharger des films et séries en quasi-instantanéité.

La 4G révolutionne les usages en mobilité

La 4G permet de tout partager plus vite. L'utilisation des Smartphones, tablettes ou ordinateurs portables en 4G pendant les déplacements devient plus fluide, plus instantanée. De nouveaux usages deviennent possibles comme par exemple la TV haute définition sur mobile, et la vidéo HD en mobilité. Ces nouveaux débits vont changer fondamentalement l'expérience de l'internet en mobilité pour nos clients : regarder leurs émissions préférées en HD ou encore télécharger des films et séries en quasi-instantanéité.

Orange, parrain du Grand Prix Télévision, félicite Djamel Mazi, journaliste M6 pour son reportage «*Handicap : le miracle de la danse*».

Contact

Direction régionale Nord-Pas de Calais
2, rue trémière - BP 60229
59654 Villeneuve d'Ascq cedex
elisabeth.alves@orange.com
03 28 39 17 32



Grand Prix Jeune Communicant



Maxence TELLE

Son article

**« #VA1Club1Public1Maintien »
pour le Valenciennes football Club**

A 11 journées de la fin de saison 2013/2014, le VAFC est en situation difficile sur les plans financier et sportif. Pour faire face au risque de relégation, une communication de crise misant sur les réseaux sociaux a été mise en place dans l'objectif de créer l'adhésion. Le choix de Twitter et la création du hashtag #VA1Club1public1maintien a permis une campagne de terrain, en contact direct avec les supporters et les joueurs qui ont repris et diffusé le slogan.



L'avis du jury

Une campagne efficace, bien menée et intelligemment déclinée. Une belle utilisation des réseaux sociaux qui a réussi à fédérer joueurs et supporters pour générer un élan de soutien. Le Club de Valenciennes a commencé à se redresser et cette campagne y a participé.

Son parcours

De 2010 à 2012, Maxence Telle a suivi l'actualité sportive du Valenciennois en tant que correspondant sportif à la Voix du Nord et la Voix des Sports. Une expérience menée en parallèle d'un master journalisme de Sports à l'École Supérieure de Journalisme de Paris (2011-2012). Depuis juin 2012, il exerce ses talents comme rédacteur et community Manager au Valenciennes Football Club.



Valenciennes FC @VAFcOfficiel



Abonné

Nous lançons le hashtag #VA1Club1Public1Maintien ! Tweetez avec celui-ci pour encourager le #VAFC jusqu'à la fin de la saison ! ;-)

↳ Répondre ↳ Retweeté ★ Favori ⋮ Plus

RETWEETS

21

FAVORIS

5



08:53 - 5 mars 2014

VAFC - LYON

Dimanche 06 Avril - 17h - Stade du Hainaut



32^e journée de Ligue 1



Dimanche, c'est en famille au Hainaut!



#VA1Club1Public1Maintien



Toutes les informations sur :



VAFC.COM



Gary Kagelmacher @GaryKagelmacher · 20 avr.

Bonjour à tous et Joyeuses Fêtes de Pâques!! 🐣🐣🐣

#AllezValenciennes @VAFcOfficiel #VA1Club1Public1Maintien #VAFCFCN pic.twitter.com/W3nltiapU6

↳ Répondre ↳ Retweeté ★ Favori

Signaler le média



Serge Thullier @ScT07 · 15 mars

Ma réaction après la victoire du @VAFcOfficiel ce soir !!! #Happiness #VA1club1public1maintien #ETGVAFc pic.twitter.com/b9Yb0XbysB

↳ Répondre ↳ Retweeter ★ Favori

Signaler le média



En remettant chaque année le prix du « jeune communicant », la Banque CIC Nord Ouest entend soutenir et encourager les initiatives des jeunes professionnels de la communication.

Cette année, c'est Maxence TELLE, qui voit sa campagne de communication *#VA1Club1Public1Maintien* récompensée.

Depuis près de deux siècles, la Banque Scalbert Dupont, devenue le CIC Nord Ouest, accompagne le développement économique de notre région en étant au plus proche géographiquement et humainement des préoccupations des acteurs du tissu local, en finançant les projets de ses entrepreneurs et de ses habitants.

Une Banque régionale qui est enracinée sur son territoire a vocation à soutenir ceux et celles qui contribuent à la création de richesse économique, sportive, sociale et culturelle !

Ses valeurs régionales, elle les partage avec le Club de la Presse en étant partenaire de ce grand prix.

Isabelle RONDOUX

Directeur de la Communication du CIC NORD OUEST

Les chiffres clés du CIC NORD OUEST

Le CIC NORD OUEST, c'est un peu plus de **772 000** clients particuliers, associations, professionnels et entreprises, près de **2 600** collaborateurs et 305 points de vente pour répondre à leurs attentes et construire ensemble dans un monde qui bouge.



Grand Prix Reportage



Marie TRANCHANT

Son article

« *Intermittence, le quotidien du système D* »

Paru dans *Témoignage Chrétien*

Les intermittents sont contre l'accord signé le 22 mars par les syndicats et le patronat sur la nouvelle convention de l'assurance-chômage. Le théâtre de la Verrière a accueilli à de nombreuses reprises des rencontres au cours desquelles les professionnels du spectacle ont partagé leurs difficultés. Coup de projecteur sur plusieurs d'entre eux, pour mieux comprendre les enjeux de cette réforme.



L'avis du jury

Sur un sujet complexe, Marie Tranchant prend le parti de donner le point de vue des premiers intéressés : les intermittents. Ces parcours croisés permettent de mieux comprendre la réforme d'un statut méconnu. Une immersion prenante, illustrée par de belles photos.

Son parcours

Journaliste à Lille et dans la région depuis une dizaine d'années, Marie Tranchant a commencé comme pigiste pour différents médias (A Nous Lille, Today in English...) avant d'intégrer le quotidien gratuit Lille Plus pour un contrat de professionnalisation. Elle a ensuite passé quatre années à la rédaction locale de Lille de Nord éclair en tant que rédactrice puis chef adjointe.

Elle choisit de retourner à la pige début 2013 et devient correspondante des rubriques politique, société et culture du Figaro dans la région. Elle collabore également ponctuellement avec des magazines (Témoignage Chrétien, Néon...), donne des cours à l'ESJ et à l'IUP Infocom et rédige des livres pour les éditions Ouest-France (le dernier « *On dit que... dans le Nord - Pas-de-Calais* » est paru en octobre 2014).



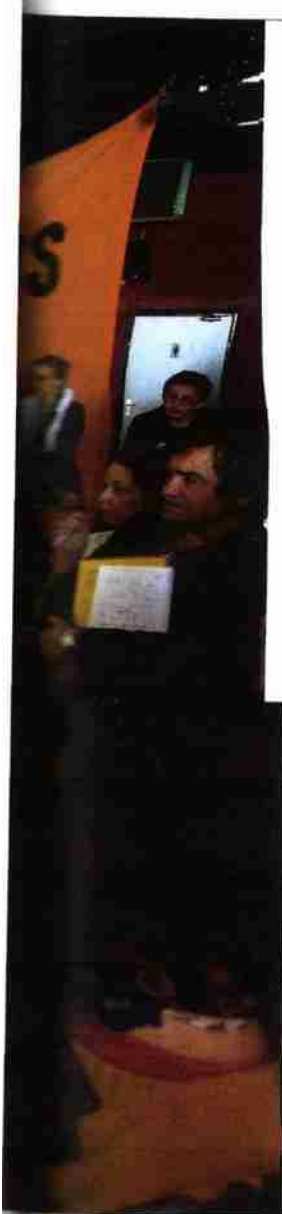
Assemblée générale des intermittents au théâtre La Verrière, à Lille. Orateurs: Anne Conti, Thierry Decock et Jean-Maximilien Sobocinski.

INTERMITTENCE LE QUOTIDIEN DU SYSTÈME D



Les négociations sur leur régime d'assurance-chômage ont donné lieu à un accord en mars. Mais les intermittents, eux, sont contre. À Lille, la compagnie Théâtre de la Découverte et son lieu, La Verrière, accueillent AG, actions... et professionnels du spectacle inquiets pour leur avenir.

PAR MARIE TRANCHANT, PHOTOS FRANCK CRUSIAUX



Ce jour-là, le hall du théâtre de La Verrière est plein. Ce n'est pourtant pas un jour de représentation. Mais dans ce lieu du centre de Lille, les intermittents de la région se réunissent régulièrement en assemblées générales. Le sujet ? Bien sûr, leur avenir, les négociations, le régime d'intermittence... Nous sommes lundi, il est midi, et une cinquantaine d'intermittents, assis sur des chaises, par terre, ou encore debout, décryptent les récentes négociations, et imaginent la suite de leur action. Certains ont apporté leur sandwich, d'autres sont prêts à repartir pour une répétition, tous ont pris deux heures pour se réunir. En ces temps de renégociation de leur régime d'assurance-chômage, l'heure est à la mobilisation. « On doit se mettre en état de résistance », ose Anne Conti, comédienne nordiste et membre de la CGT Spectacle. Avant de passer aux actes, il faut d'abord comprendre. Et pour cela, Anne Conti et d'autres représentants syndicaux expliquent, longuement, les subtilités d'un régime et d'une réforme que les intéressés eux-mêmes ont parfois du mal à comprendre.

Sur une pancarte posée au sol, témoignage d'une des manifestations organisées ces dernières semaines à Lille, on lit : « Chacun pour soi, désastre pour tous ». C'est un des messages que veut faire passer Thierry Decock, de la CIP (Coordination des intermittents et précaires). « Les intermittents ne sont pas des privilégiés, et leur simple existence est une garantie pour l'ensemble des salariés, lance-t-il à l'assemblée. Car derrière un régime spécifique, c'est bien un système global de solidarité qui est remis en question », explique-t-il ensuite. L'AG réunit des comédiens, des techniciens, des metteurs en scène, mais parle aussi du sort des intérimaires, ou encore de ces salariés victimes du plan social de La Redoute, à quelques kilomètres de là. « On est dans la solidarité interprofessionnelle, là, alors que le Medef veut segmenter les catégories », dénonce Catherine Gilleron, comédienne,

sation des plus fragiles, moins de contrats. Alors l'action est nécessaire. On parle d'arrêter les spectacles, pour expliquer que sans intermittents ils n'auraient pas lieu, on parle d'aller manifester ou d'organiser une « journée blanche », durant laquelle les professionnels se mettraient en grève, à condition d'être nombreux à jouer le jeu. Les festivals de cinéma ou de théâtre qui s'annoncent ces prochains mois représentent une opportunité de se faire entendre... ou pas – « notre pouvoir, c'est le silence », estime un technicien présent. Les modes et les moments d'action rappellent fortement la mobilisation de 2003, lors de précédentes négociations entre syndicats et patronat sur le régime. « On était déjà dans l'instabilité et les calculs depuis 2003, on ne peut pas se projeter, là, on sera carrément à l'aveugle », déplore Jean-Maximilien. Après deux heures de discussion, les intermittents lillois et des environs se répartissent les rôles : faire un tract, contacter telle personne ou structure, envoyer des mails, faire circuler l'information. La lutte commence à peine.

Des rôles plus rares et plus courts

Et si lutter fait partie de leur quotidien, c'est parce que, comme le dit Céline Dupuis, « personne ne le fera à notre place ». Pour elle, se mobiliser, « c'est obligé », même si « ça prend du temps ». Et du temps, la comédienne de 40 ans en a un peu en ce moment. Malheureusement. Intermittente depuis 1994, elle n'avait jusqu'ici jamais eu de soucis pour renouveler son statut, « faire ses heures », comme on dit. « Mais on n'a jamais de certitudes dans ce métier, observe-t-elle. Depuis 2003, notamment, on vit dans une plus grande précarité, on est devenu comptable. » Car il faut sans cesse calculer, trouver le bon équilibre entre heures travaillées et allocations chômage. Céline reconnaît pourtant sa chance d'avoir la fidélité de metteurs en scène comme Dominique Sarrazin (Théâtre de la Découverte), Pierre Foviau (Les Voyageurs) ou Stéphane Titelein (Franche Connexion). Au point que, quelques années plus tôt, elle a quitté Paris pour venir travailler dans le Nord. Mais voilà, comme les autres artistes, Céline a subi les conséquences des restrictions budgétaires dans la culture, les distributions moins nombreuses... Sans oublier qu'il y a, dans le répertoire classique, « beaucoup plus de rôles masculins que féminins : Hamlet, Macbeth, Don Juan... Les femmes sont moins nombreuses, moins bien servies. Et si on peut mettre un homme de 50 ans avec une femme de 25 ans sans aucun problème, l'inverse est inenvisageable. On n'échappe pas à la réalité sociale. »

Les rôles sont donc moins nombreux pour Céline, moins longs aussi. « Avant, on répétait deux mois, on apprenait nos textes en étant payé », se souvient-elle. Dominique Sarrazin, metteur en scène et directeur de la Découverte, le confirme. D'ailleurs, face à une réalité plus difficile pour les intermittents, il sait s'adapter : pendant les répétitions, il laisse un comédien s'absenter une journée pour un tournage ou un autre cachet. Il regrette que les →

ILS L'ONT DIT

« Le système d'indemnisation des intermittents du spectacle pèse très lourd dans le déficit du régime d'assurance chômage. [...] Des réponses urgentes [...] devront être trouvées. »

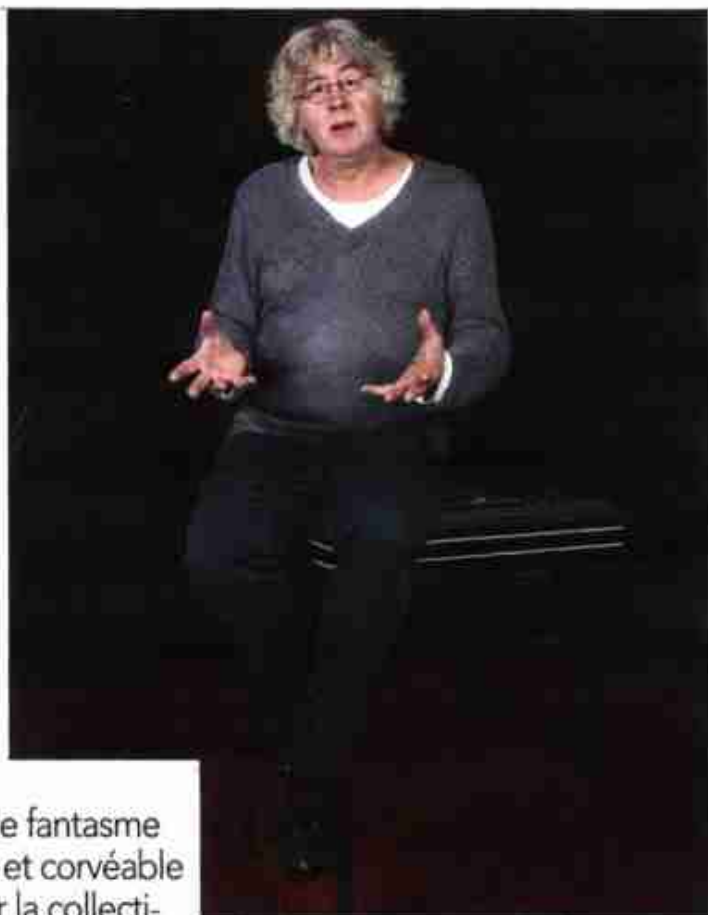
Cour des comptes (rapport sur le « Marché du travail », 2013)

syndiquée à la CGT Spectacle et investie au Synavi (le Syndicat national des arts vivants). Les intermittents ont l'impression d'être les victimes d'un « diviser pour mieux régner ». « Il faut arrêter de discuter, d'éduquer, il faut être dans l'action ! » s'emporte Jean-Maximilien Sobocinski, comédien syndiqué à la CGT. On le sent touché, profondément inquiet, comme l'ensemble des travailleurs du spectacle qui assistent à l'AG.

Il faut dire qu'ils risquent gros, avec cette réforme. Des droits plus longs à toucher, une préca-

► équipes soient «explosées», mais ne peut pas faire autrement. Désormais, les comédiens doivent souvent arriver aux répétitions avec leur texte su par cœur. Leur régime spécifique d'assurance chômage est plus que jamais nécessaire pour combler ces périodes de creux que les professionnels du spectacle peinent à faire admettre à leur entourage. «Ce n'est pas un privilège, reprend Céline. Nos conditions de travail font qu'on a des périodes où on travaille, et d'autres, pas. Nous ne sommes pas des paresseux, c'est une grande douleur pour nous de ne pas travailler.»

Le mythe du profiteur, de l'intermittent qui se tourne les pouces en attendant ses indemnités chômage, est loin de son quotidien. «C'est une course au cachet, on est sans arrêt en train de démarcher, décrit-elle. Il ne se passe pas rien!» Alors que le Medef annonce un plafonnement des revenus des intermittents à 5475 euros brut mensuels – salaires et indemnités cumulés –, laissant entendre qu'ils auraient un niveau de vie très confortable, Céline présente une tout autre réalité: quand elle enchaînait les contrats, elle cumu-



ILS L'ONT DIT

« Nous sommes un rêve patronal: le fantasme absolu de la main-d'œuvre jetable et corvéable à merci, qui est prise en charge par la collectivité quand elle n'est pas utilisée».

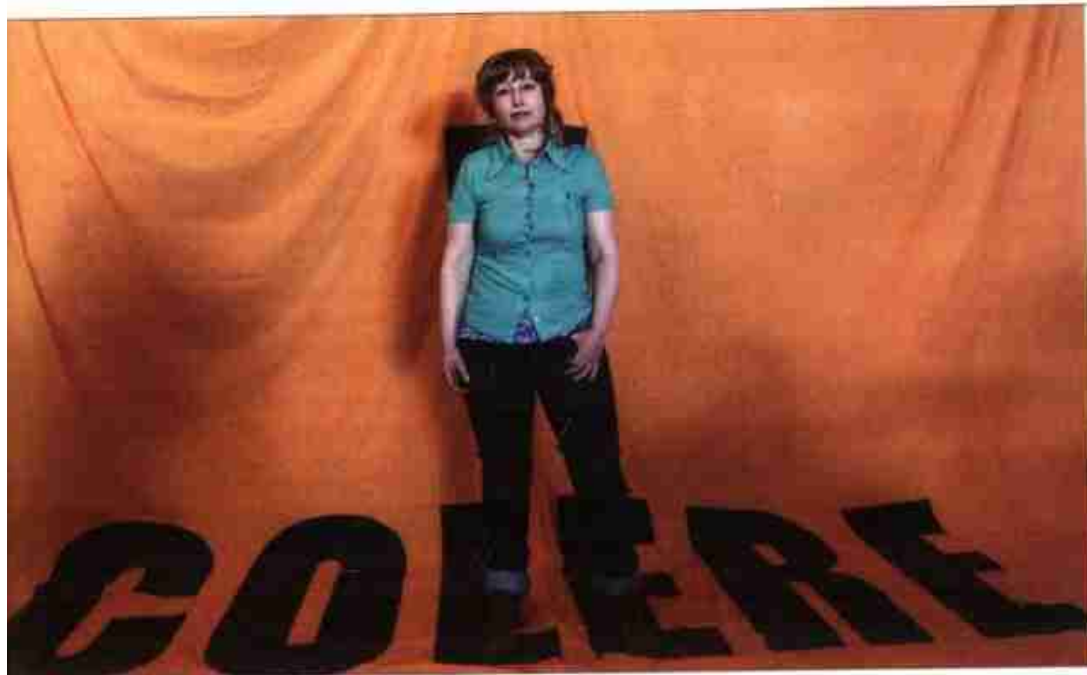
Un intermittent (sur Mediapart)

lait environ 2300 euros par mois. Aujourd'hui, elle est à moins de 2000 euros. Pas de quoi se plaindre, pas de quoi se faire traiter de nantie non plus. Et pour conserver son niveau de vie, avec un enfant de 4 ans et demi et un compagnon intermittent lui aussi, elle est obligée de changer souvent de casquette.

Diversifier ses activités

Après avoir contacté ses compagnies fidèles, d'autres qu'elle connaissait et postulé pour des projets en construction, elle a fini par diversifier ses activités. Un atelier de trente heures avec des classes de terminale, une lecture publique à destination des médiathèques, des appels aux directeurs de casting pour faire de la figuration, un contact pris à France 3... Et aussi un projet relancé de doublage, auquel elle s'était déjà essayée il y a quelques années. «Il y avait quelques boîtes qui en faisaient dans la région, mais elles se sont délocalisées en Belgique, et on a perdu cette activité.» Moins de charges de l'autre côté de la frontière, les sociétés aussi cherchent à faire des économies. Mais la comédienne aimait le doublage et sait que les salaires y sont plus élevés que dans le spectacle vivant. Après une formation à Paris sur les métiers de la voix, un stage de doublage au Pôle image de Tourcoing et de nombreuses démarches, le premier contrat vient de tomber: pas encore de quoi





Dans la compagnie Théâtre de la Découverte: Dominique Sarrazin, metteur en scène, comédien et directeur de la compagnie (page de gauche), et trois intermittents: Catherine Gilleron, comédienne (page de gauche), Céline Dupuis, comédienne (ci-contre), et Fouad Bousba, conseiller technique (ci-dessous).



Debout au bar de La Verrière, il ne se plaint pas, estime qu'il est « normal de payer des impôts » et qu'il n'est « pas le seul dans ce cas ». Mais il n'est pas de ces intermittents qu'on pourrait envier. Pourtant, il y a quelques années, il a choisi ce statut et a même quitté un CDI. « J'étais salarié à la Comédie de Béthune jusqu'en 2000, raconte-t-il, et j'ai démissionné. » Son projet: utiliser ce qu'il avait appris pour aider les compagnies. Il a commencé à travailler avec Dominique Sarrazin (la Découverte), Laurent Hatat (Anima Motrix) ou encore Gabriel Garran (Théâtre international de langue française). « Jusqu'en 2003-2004, j'ai très bien gagné ma vie, admet-il, je pouvais toucher 3 000 euros par mois juste en indemnités, j'avais beaucoup d'employeurs, je voyageais. Ce sont de très belles années sur les plans humain et financier. » En 2004, les choses changent: « Le budget de la culture a été en repli. Dans la région, on a subi le rouleau compresseur de Lille 2004 [Capitale européenne de la culture, Ndlr], il fallait trouver comment exister à côté de cette grosse structure. J'ai

rentabiliser le temps, l'énergie et l'argent dépensés, mais Céline espère qu'elle pourra alterner jeu sur scène et doublage. À l'écouter, on comprend que c'est le système débrouille qui prime, et que la motivation doit être au rendez-vous chaque jour. La vie de l'intermittent, c'est aussi ça: passer d'une activité à une autre, compter ses heures et attendre jusqu'au nombre précieux de 507. Le système D, Fouad Bousba le connaît bien également. Lui aussi est intermittent. Sorte d'homme-orchestre, « conseiller technique » officiellement, il accomplit des missions de communication, d'accompagnement presse, de relations publiques, diffusion, production, lobbying politique... Son système D à lui, c'est un « système démerde ». Et, depuis quelque temps, il est amené à accepter de tout petits boulots, et même « quelques heures de repassage chez des potes » deux fois par semaine.

ILS L'ONT DIT

« On a besoin des intermittents. Quand vous investissez 1 euro dans un festival ou un éta- blissement culturel, vous avez 4 à 10 euros de retombées économiques pour les territoires. »

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture (février 2014)

commencé à avoir moins d'employeurs, mon niveau de vie a baissé. » En 2007, il décide de créer sa propre entreprise. « Je me suis lancé dans l'aventure du capitalisme avec mes valeurs à moi, l'idée d'embaucher des gens... Je me suis planté. Je sais très bien faire ce que je fais, mais je ne suis pas gestionnaire. » La suite est simple à deviner: dépôt de bilan, pas de salaire pendant deux ans, des crédits à la consommation. « Je me suis dit: "Je vais

→ me refaire..." *Mais tu ne te refais pas*», avoue-t-il sans pudeur. Surendetté à la Banque de France, Fouad reconstruit son statut d'intermittent, qu'il récupère en huit mois. Depuis fin 2011 il est à nouveau intermittent, touche environ 1 800 euros par mois d'indemnités... et doit rembourser 2 200 euros

ILS L'ONT DIT

«La bataille reste entière pour réformer sur le fond le régime d'assurance chômage des intermittents, qui craque de tous côtés.»

Marc Slyper, représentant de la CGT Spectacle (mars 2014)

de crédits et impôts. En travaillant sept jours sur sept, Fouad ne parvient pas à refaire surface, et, à 44 ans, il regrette qu'aucun propriétaire ne lui fasse confiance quand il lit «intermittent» sur ses fiches de paye. Pas de déménagement possible pour lui. L'image de précarité et d'instabilité collée au front, Fouad soupire: «*J'ai arrêté d'expliquer ce qu'est l'intermittence parce que je suis épuisé. Mes amis, qui travaillent dans des milieux comme l'assurance, la banque, l'éducation, me vannent tout le temps dessus, croient qu'on est payé pour ne rien faire. On me dit: "Tu travailles 507 heures sur dix mois, c'est tout?" On pense que Gérard Depardieu et Jamel Debbouze sont intermittents... Il y a de la désinformation!*»

Un point de vue partagé par Catherine Gilleron, 56 ans, intermittente elle aussi, employée régulièrement par la Découverte. Comédienne profession-

nelle, elle n'en donne pas moins un coup de main sur d'autres travaux au théâtre de La Verrière, où la compagnie s'est installée au début des années 1990. D'ailleurs, ici, chacun a un métier... et des missions: Annick, comédienne, a appris la comptabilité, Dominique, le metteur en scène, déchire les tickets des spectateurs, Catherine assure régulièrement l'accueil du public. «*On me demande parfois: "As-tu l'impression de faire ton boulot de comédienne quand tu es à l'accueil de La Verrière?" Oui, on fait nos métiers de cette façon*», répond-elle sans fard. Un peu comme au Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, ici, tout le monde est payé pareil, et tout le monde participe à la vie du lieu.

Questions de sous...

Ce mercredi soir, donc, Catherine vérifie les réservations, donne aux spectateurs leurs billets, avec le sourire. Il est 20 heures. Le hall du 28, rue Alphonse-Mercier, à Lille, se remplit peu à peu. Les quelques tables, chaises, et canapés de récup' accueillent déjà du public. Dans une demi-heure, Jean-Marc Chotteau, comédien et metteur en scène installé à Tourcoing (La Virgule), montera sur scène pour son *Éloge de la Folie*. Pour le moment, on entend *La Bamba* en fond sonore, et les discussions du public, déjà présent.

Catherine ne devait pas venir ce soir, mais finalement elle est là: rendre service fait partie de sa façon de travailler, quitte à rester jusqu'à 21 heures pour compter les souches de billets. Ici c'est son «*port d'attache*», sa «*famille*». Maman de trois

Avant un spectacle, au théâtre de La Verrière.



enfants, elle a intégré la Découverte en 1992 et y travaille toujours régulièrement. « On a un modèle à l'ancienne, avec une forme de polyvalence, comme quand la troupe n'avait pas de lieu et que tout le monde s'occupait de tout », explique-t-elle, regrettant une « plus grande spécialisation ».

Quand la compagnie a trouvé cet ancien atelier de fabrication de décors, elle a voulu en transformer elle-même l'espace. « Notre premier gradin, c'est Ettore Marchica, le directeur technique de la compagnie [intermittent lui aussi, Ndlr] qui l'a fait. On voulait être autonomes, on a aussi fait les loges », raconte encore Dominique Sarrazin. Système D, toujours. L'atelier de création de décors d'Ettore rappelle son premier métier. L'homme, discret, n'aime pas s'étendre sur sa profession ou son parcours, ni être pris en photo. C'est pourtant, dans l'ombre, l'un des rouages nécessaires au bon déroulement des spectacles.

Ce soir-là, Jean-Marc Chotteau est venu avec son régisseur, Éric, technicien intermittent. Il n'empêche, Ettore est là, et quand une dame sort de la salle à cause d'une quinte de toux, c'est lui qui lui sert un verre d'eau. Un peu plus tôt dans la journée, au même endroit, ce bar au-dessus duquel une petite pancarte indique « Joyeux bordel », ce n'est pas un verre d'eau qu'on avalait, mais une couleuvre : après un rendez-vous avec la Direction régionale des affaires culturelles, l'inquiétude d'Annick Gernez, compagne de Dominique Sarrazin, comédienne et comptable, se lisait sur son visage. Question de sous, encore et toujours. Quand le rideau se lève, le public n'imagine pas forcément tous les questionnements, montages financiers, contrats d'intermittents qui ont été nécessaires à l'élaboration de la magie qui se produit sur scène. Il y a l'image d'Épinal de l'artiste torturé qui crée – en profitant du système, ajouteront certains – et puis il y a le concret. « On fait vivre ce lieu depuis vingt ans avec des budgets quasi constants, précise Catherine. Ici, il y a trois permanents : Dominique, Aline, qui est administratrice et Rachida, la dame de service, le reste ce sont des contrats d'intermittence ou des CDD. Il n'y a pas ou peu d'évolution de salaire dans ces métiers. » Cheveux gris frisés, petites lunettes rondes, toujours passionné par ce qu'il fait, Dominique Sarrazin avoue : « On ne pourrait pas payer une hôtesse. » Alors en endosser le rôle, certains soirs, ne dérange pas le metteur en scène.

Une profonde inquiétude

Pourtant, dès qu'il peut embaucher quelqu'un, il le fait : « Ma logique, c'est qu'il y ait du monde sur les plateaux. » À l'heure où beaucoup de pièces mettent en scène un duo ou un trio, Dominique Sarrazin a fait jouer sept comédiens sur *Le plus heureux des trois*, d'après Labiche, pièce coproduite par La Rose des Vents, scène nationale. Mais les réformes actuelles du régime d'intermittence pourraient limiter le directeur de La Verrière. Comme l'explique Catherine, « Les cotisations pour l'assurance chômage sont de 7 % pour le régime général, et de

UN RÉGIME EN QUESTION

Comme en 2003, les négociations qui ont commencé début 2014 visent à remettre en question le régime spécifique de l'intermittence. Si les annexes 8 et 10 de l'assurance chômage ont été préservées, le protocole de réforme signé le 22 mars entre les partenaires sociaux touche à trois points essentiels : l'augmentation des cotisations patronales, l'augmentation du différé d'indemnisation (ou délai de carence) et le plafond du cumul de salaires et indemnités. Les syndicats qui refusent cet accord étaient prêts à aller même plus loin sur le cumul par exemple, mais demandaient, entre autres, le retour à 507 heures sur douze mois et non dix pour ouvrir les droits à l'indemnisation. L'accord doit être signé par le gouvernement d'ici à juillet 2014.

10,8 % depuis 2006 pour les intermittents. Avec ce nouveau protocole, elles risquent de passer à 13,3 %.» Davantage de charges pour les employeurs pourraient en dissuader certains de prendre un comédien de plus sur une création. Il y a quelques semaines, au même endroit, le jeune metteur en scène Renaud Triffault expliquait que sa pièce *Je suis une mouette* (inspirée de *La Mouette*, de Tchekhov) se concentrait sur six personnages seulement : par choix artistique, mais aussi pour des questions de budget. Selon Catherine, c'est clair, ce sont les plus précaires qui vont pâtir de ce protocole s'il est finalement signé en juillet. « On travaille assez régulièrement, on fait encore le métier qu'on aime, qui nous plaît, on en vit, mais on a une profonde inquiétude. C'est de plus en plus difficile, regrette la comédienne. Quand on pense au spectacle, on pense télé, paillettes, mais ce n'est pas ça !

Salariée régulièrement par Le Théâtre de la Découverte, elle multiplie cependant elle aussi les travaux : une pièce avec *L'Indépendante* (une autre compagnie) et une lecture par-ci, l'animation d'ateliers ou un petit rôle télé par-là, ou encore une participation à un film, comme *La Vie d'Adèle*,

ILS L'ONT DIT

« La question des intermittents du spectacle est loin d'être un simple problème comptable, elle renvoie au statut de la culture dans notre pays. »

Laurence Parisot, ex-présidente du Medef (*Les Échos*, février 2014)

d'Abdellatif Kechiche, même si son passage a été coupé au montage. C'est aussi ça, la réalité de l'intermittence, et Catherine reste prudente : « On jongle. Je ne cours pas après les heures, mais je sais que tout peut tomber. » Céline, elle, est en train de se rendre compte de cette réalité, mais après avoir commencé le théâtre en CM₂ elle ne s'est jamais arrêtée d'en faire. Les conditions de travail difficiles ne la font pas douter de son choix. « À 11 ans, j'ai voulu être comédienne. Me dire que je devrais arrêter n'est pas possible, ce serait comme si je perdais une partie de mon être. Être comédienne, c'est ma façon de m'exprimer, c'est comme on respire. Je n'arrêterai que si je risque de me retrouver à la rue. » ■

THÉÂTRE DE LA
DÉCOUVERTE,
LA VERRIÈRE,
28, rue Alphonse-
Mercier, Lille (59).
www.theatre-
verriere-
decouverte.org

Partenaire du Grand prix du Reportage

BANQUE POPULAIRE
DU NORD
BANQUE & ASSURANCE



En quelques chiffres ...

140 agences réparties sur :

le Nord-Pas de Calais, la Somme, l'Aisne, les Ardennes

1 300 collaborateurs

297 000 clients (à novembre 2013)

138 281 sociétaires

Au 31/12/2013 :

Produit Net Bancaire : 187.6 M€ (notre chiffre d'affaires)

L'épargne que nous gérons pour nos clients : 3 788 millions d'euros

Le total de nos crédits en cours : 5 101 millions d'euros

La Banque Populaire du Nord s'investit dans l'économie locale.

Les fonds collectés dans la région sont exclusivement utilisés sous forme de crédits au profit des habitants et des entreprises de la région.

En septembre 2013, la Banque Populaire du Nord était à l'origine de 27% des prêts à la création d'entreprise sur son territoire, s'inscrivant ainsi comme son 1er distributeur (source BPIFrance).

En 2013, la Banque Populaire du Nord a également soutenu près de 21.500 projets pour plus d'un milliard d'euros.

Grand Prix de l'Enquête



Anne-Lise HAVARD

Valentin GRAFF

L'article

« *La Terre marquée au fer rouge* » paru
dans *Latitudes*

Publié dans le magazine de fin d'année de l'ESJ, cette enquête a été reprise ensuite dans le magazine Terra Eco. La Première Guerre a modelé le paysage du Nord-Pas de Calais, ce que



l'on ignore c'est qu'elle continue d'avoir un impact sur les sous-sols. De nombreuses munitions sont, en effet, toujours enterrées et produisent une pollution dont l'effet n'est pas maîtrisé.

L'avis du jury

Le travail d'enquête remarquable du duo de journalistes a fait l'unanimité au sein du jury. Leur intuition leur a permis de sortir un vrai scoop, très bien documenté dans le développement de l'article. A l'heure des commémorations de la Grande Guerre, on apprend beaucoup de choses sur l'un des aspects méconnus du conflit qui continue d'influer sur la vie des habitants, cent ans plus tard.

Leurs parcours

Actuellement en deuxième année à l'ESJ en spécialité JRI, Anne-Lise Havard a auparavant obtenu une licence d'histoire et effectué un voyage d'un an en Australie. Elle a travaillé pour des journaux de PQR tel que Paris-Normandie et dimanche Ouest-France et pige en ce moment pour France Bleu Nord - Pas de Calais.

Diplômé d'un master de Relations internationales à Sciences Po Bordeaux en 2013, Valentin est désormais en deuxième année à l'ESJ, spécialité numérique. Il est passé par RFI, le Midi libre et Var Matin et pige actuellement pour RTL.

LA TERRE AU FER ROUGE



Un paysage rural dans la zone rouge de la Grande Guerre. (A. L. / Agence France Presse)

Au sortir de la guerre, l'État crée la zone rouge, espace ravagé où les destructions sont telles que la valeur de la terre est inférieure à ce qu'il en coûterait pour la remettre en état. De vastes pans de la ligne de front y sont incorporés. Un siècle plus tard, la quasi-totalité de cette zone rouge est de nouveau cultivée. Sans que les pouvoirs publics ne prêtent attention aux dangers que représentent les munitions enfouies.

« Tu vois normal, que ce soit cultivé les bois... » Cette phrase, Jean-Marc Loegrand l'a souvent entendue dans la bouche de son ami, Louis Humet, aujourd'hui décédé. Il se souvient de cette complainte régulière contre la remise en culture de certaines terres dévastées par la Grande Guerre.

« Les-beaux », entre Neuville et Fresnois-Montauban (62), armes et munitions s'entassaient dans un dépôt pendant le conflit. Ces instruments de guerre ont aujourd'hui laissé la place au labour et aux semences. Dans cette zone du Pas-de-Calais, les tracteurs déboulent pour traverser les villages. Entre les maisons, les champs s'amorcellent. Près de 70% de la surface du département est consacrée à l'agriculture. Jean-Marc est trop jeune pour avoir connu l'état du champ de bataille à Neuville. Mais cent ans plus tard, il continue de récolter les fruits de la guerre. Sur ses 200 hectares (ha) d'exploitation, « on détecte entre 60 et 70 obus par an, compte-t-à. On trouve aussi des tire-bouchons, des barbelés, des ardoises... » Le Pas-de-Calais a été une mine d'or pour les vendeurs de foins « de retour vers nous les ans pour 30 tonnes de foin » raconte un collectionneur du village d'Oppy. À voir les photographies de son garage rempli d'obus, impossible d'en douter.

Maisons rases, routes démolies, champs remplis d'obus : à la fin de la guerre, la ligne de front n'est plus habitable. L'État classe alors les régions en différentes zones afin

d'évaluer les coûts de la reconstruction. La zone bleue, zone de passage des armées, est la zone la moins dévastée. La jaune, sans des opérations, peut être réhabilitée. Quant à la zone rouge, elle est trop meurtrière par les combats pour être remise en culture. La loi du 17 avril 1919 confie la reconstruction au Service des travaux d'État (STE), qui classe 178 511 ha en zone rouge à l'échelle du pays. Dans le Pas-de-Calais, la zone classée représente tout d'abord 26 108 ha, avant d'être réduite de façon drastique : il ne reste plus que 2 131 ha en 1921 puis 484 en 1927.

Dans le département, la remise en culture est conduite en partie par l'État mais elle est aussi accélérée par le travail des agriculteurs, poussés par leur volonté de se réapproprier la terre au plus vite. Près de 1 600 communes sont concernées. Dans chacune, l'ampleur de la tâche est colossale. Rien que pour nettoyer la ville de Baillou, pas moins 400 démineurs anglais sont convoqués. Malgré ces efforts, on trouve encore dans ces zones des dizaines d'obus. Les sols en sont truffés. À l'approche du centenaire, l'attention se porte de nouveau sur ce problème.

CLARIÈRE TOXIQUE

Sur les lieux, cette « Place à gaz » est impossible à trouver. Malgré les indications d'un agent de l'Office national des forêts (ONF), l'endroit est trop enfumé dans les bois pour qu'un non-initié le découvre. Même les habitants des alentours n'en ont jamais entendu parler. Seuls les rapports de Tobias Bausinger, un toxicologue allemand nommé tout de suite sur les lieux, ont permis de constater de sa propre expérience que l'endroit est un vaste cercle de 70 mètres de diamètre avec pour toute végétation une herbe brune, des mousses et des lichens. C'est là que les botanistes de la guerre de 14-18 ont détecté 200 000 obus chimiques à la fin du conflit. Depuis, il n'y a plus rien d'autre que des plantes ayant développé une grande tolérance à l'arsenic, au plomb, au zinc, au cuivre et au cadmium, présents dans des

Pour toute végétation une herbe brune, des mousses et des lichens

La recherche des renseignements sur le désobusage depuis dix ans

être détruites à marée haute. Une pratique qui, selon Florent Lamont, pourrait bien avoir affecté la faune locale : « Il s'agit peut-être d'une simple corrélation mais à l'arrêt du pétardage, les plaques ont commencé à disparaître de la côte. » Reste la seconde solution : le stockage ou ce qui s'en rapproche le plus. Après avoir réalisé que l'immersion en mer n'était pas une réponse satisfaisante au problème (voir pages 56 et 57), il a été décidé d'entasser les obus dans des espèces de stockage.

Au sud de Lens, se trouve le lieu-dit de la Grande-Ours. L'endroit porte bien son nom : il abrite un dépôt rempli d'obus explosifs et chimiques. Le 13 avril 2001, la ville voisine de Vimy et ses environs sont évacués afin de déplacer 35 tonnes d'obus chimiques qui risquaient d'exploser. « Si on réussit de partir, so souvent Emile, 86 ans, alors je ne suis capable pendant une semaine. Il y avait même un ministre. » Ce ministre, c'est Lionel Jospin, alors locataire de Matignon, qui a lancé cette opération de grande ampleur après avoir reçu un rapport alarmant.

Les munitions endommagées sont désarmées en secret dans un site retiré, à Suppes (61). Elles attendent d'être détruites dans le cadre du programme SECOIA mais depuis 1997, l'usine d'élimination des munitions n'a toujours pas vu le jour (voir page 57).

À Vimy, les obus continuent de s'accumuler à la Grande-Ours : entre 20 et 150 kg de

observés dans les sols avoisinants » selon Denis Buzin, ancien directeur de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Reste que la région a été particulièrement touchée par la guerre. Des centaines de millions d'obus ont été tirés en l'espace de quatre ans, dont entre 5 et 25%, selon les estimations, n'ont pas explosé.

« La zone rouge a été nettoyée pour la reconquête agricole », explique Yann Hoediq, de la commission d'histoire et d'archéologie du Pas-de-Calais. « L'intérêt économique était en jeu : il fallait remettre en culture le plus vite possible. » Confiné principalement aux armées anglaise et américaine, le désobusage est aussi effectué par les habitants.

Aux archives départementales, peu de documents s'attardent sur le désobusage. En 1927, le préfet du Pas-de-Calais, Paul Peyral écrit : « Le désobusage a surtout porté sur la récupération des munitions mises au jour sur la piste de labour et de nettoyage superficielle des bois et des zones incultes. » Quant aux méthodes, il évoque un nettoyage jusqu'à 30 cm de profondeur. « Je cherchais des renseignements sur le désobusage depuis dix ans », se désole Florent Lamont, chargé de mission environnement au conseil régional du NPDC. Impossible de savoir où les démineurs se sont arrêtés ou encore jusqu'à quelle profondeur le sol a été fouillé. Il est difficile dans ces conditions de quantifier la pollution.

QUE FAIRE DES OBUS ?

Les obus, une fois déterrés, ne disparaissent pas. Il faut les détruire ou les stocker. En France, la première solution, baptisée « pétardage », a été mise en œuvre jusqu'à ce que les inquiétudes environnementales prennent le dessus en 1983. Les munitions étaient alors transportées jusqu'à la baie de Somme pour

être détruites à marée haute. Une pratique qui, selon Florent Lamont, pourrait bien avoir affecté la faune locale : « Il s'agit peut-être d'une simple corrélation mais à l'arrêt du pétardage, les plaques ont commencé à disparaître de la côte. » Reste la seconde solution : le stockage ou ce qui s'en rapproche le plus. Après avoir réalisé que l'immersion en mer n'était pas une réponse satisfaisante au problème (voir pages 56 et 57), il a été décidé d'entasser les obus dans des espèces de stockage.

Au sud de Lens, se trouve le lieu-dit de la Grande-Ours. L'endroit porte bien son nom : il abrite un dépôt rempli d'obus explosifs et chimiques. Le 13 avril 2001, la ville voisine de Vimy et ses environs sont évacués afin de déplacer 35 tonnes d'obus chimiques qui risquaient d'exploser. « Si on réussit de partir, so souvent Emile, 86 ans, alors je ne suis capable pendant une semaine. Il y avait même un ministre. » Ce ministre, c'est Lionel Jospin, alors locataire de Matignon, qui a lancé cette opération de grande ampleur après avoir reçu un rapport alarmant.

Les munitions endommagées sont désarmées en secret dans un site retiré, à Suppes (61). Elles attendent d'être détruites dans le cadre du programme SECOIA mais depuis 1997, l'usine d'élimination des munitions n'a toujours pas vu le jour (voir page 57).

À Vimy, les obus continuent de s'accumuler à la Grande-Ours : entre 20 et 150 kg de



●●● munitions sont encore déterrés chaque jour dans la région, pour un total de 200 tonnes par an dans le NPDC, selon l'association Robin des Bois.

Après cent ans dans les sols, la question de la dégradation des obus se pose. «*Chaque situation est unique*, déclare Henry Belot, démineur à la retraite. *Le milieu dans lequel l'obus se trouve influe sur son vieillissement.*» Parmi les facteurs de dégradation : la matière de l'enveloppe de l'obus, l'acidité du sol... Impossible de savoir quand les obus seront complètement dégradés mais cela finira par arriver. Outre la présence en métaux lourds (mercure, plomb, cadmium) due à la décomposition des différentes munitions, le contenu des armes est à prendre en compte. Il finit par entrer en contact avec le sol et y diffuser des polluants : arsenic, mercure, acide picrique, ypérite, perchlorate, etc.

POLLUANTS AU ROBINET

C'est ce fameux perchlorate, utilisé comme explosif, qui a été retrouvé dans le réseau de distribution d'eau de 544 communes en octobre 2012 par l'Agence régionale de la santé (ARS) du NPDC. Principalement dangereux pour les nourrissons (voir page 48), cet élément chimique pourrait être issu de la

dégradation des obus. Mais pour Henry Belot, on ne peut pas avoir de certitudes quant à la provenance du perchlorate. «*Avant, on ne cherchait pas les perchlorates dans l'eau. C'est peut-être la découverte d'un phénomène ancien*, nuance-t-il. *Et les explosifs ont aussi été utilisés dans la région pour les travaux dans les mines...*»

Les ARS ont néanmoins lancé une campagne de détection du perchlorate sur l'ancienne ligne de front. À part en Picardie, où des taux anormaux ont été révélés, les résultats n'ont pas été rendus publics dans les autres régions touchées. Plus inquiétant, peu d'habitants sont au courant des restrictions concernant l'eau du robinet. Un arrêté préfectoral a été émis et une annotation a été ajoutée en bas de la facture d'eau pour les villes concernées. À la mairie de Souchez, non loin d'Arras, on assure n'avoir jamais reçu d'informations au sujet du perchlorate.

À Gavrelle, François Théry est agriculteur biologique. Il vend une partie de ses produits aux Fermiers de l'Artois, une boutique de produits locaux située dans sa commune. Il déterre de temps à autre des obus mais leur

présence dans ces champs ne l'inquiétait pas jusqu'à présent. «*Quand je suis passé au bio, je me suis posé la question du plomb en bordure d'autoroute mais pas des gaz des obus. Je ne savais même pas ce qu'était la zone rouge.*»

Pour obtenir le logo AB, accordé par le ministère de l'Agriculture, le cahier des charges impose des contrôles sur les zones susceptibles d'être polluées. Mais dans l'ancienne zone rouge, il n'y a pas d'analyses spécifiques, pas de contrôles supplémentaires

avant la vente. Les pommes de terre, endives et chicorées sont envoyées en coopératives ou supermarchés.

Installés dans l'ancienne zone rouge depuis plusieurs générations, les agriculteurs

du Pas-de-Calais côtoient obus et billes de plomb depuis cent ans. Ni eux, ni les consommateurs, ni même les pouvoirs publics ne s'interrogent vraiment sur l'existence de cette pollution liée à la Première Guerre mondiale. Aveuglement ou insouciance ? Le danger est réel, des alertes ont été lancées mais rien n'a changé. L'habitude l'a emporté sur l'inquiétude.

V. GRAFF ET A-L. HAVARD

Je ne savais même pas ce qu'était la zone rouge

UNE TERRE, UNE GUERRE, CINQ GÉNÉRATIONS

Charles Debailleul, 91 ans, a toujours vécu sur l'ancienne ligne de front de la guerre 14-18. Né après le conflit, il a hérité d'une terre dévastée par les années de combat. Toute sa vie en a été marquée.



«*À mon époque, on n'avait pas de tracteurs, on faisait tout avec des chevaux.*»

Voilà seulement deux ans que Charles Debailleul a quitté sa ferme de Vimy (62). Il ne cultivait pourtant plus ses terres depuis longtemps. Ces terres, cela faisait trente ans qu'il les avait laissées aux bons soins de son fils, comme son père et son grand-père l'avaient fait avant lui. C'est désormais son petit-fils qui laboure ce sol, portant à cinq le nombre de générations de Debailleul ayant abreuvé ces champs de leur sueur. Qui aurait cru, en 1918, que la même famille continuerait à s'occuper de cette exploitation près d'un siècle après les destructions de la Grand Guerre.

Lorsqu'une fracture du fémur est venue le limiter dans ses déplacements, Charles a quitté son domicile. Il s'est installé dans la maison d'à côté. C'est de cette dernière qu'il émerge tranquillement, alerté par le chien qui aboie au visage du visiteur inattendu. Bêret vert, chemise à carreaux rouges et oranges et gilet bleu pour se protéger de la

fraîcheur printanière, le temps a rendu Charles fragile. Plongé dans ses souvenirs, il en oublie peu à peu sa canne et ses quatre-vingt-onze années, dont une soixantaine à travailler la terre, pour esquisser le récit de sa vie.

UNE TERRE EN HÉRITAGE

Il est né cinq ans après la guerre dans une région laissée exsangue par les combats. Ceux-ci ont prélevé un lourd tribut dans la famille : Charles n'a connu ni son grand-père Célestin, fusillé par les Allemands, ni son oncle, tué sur le front et dont il a hérité du prénom. De ce dernier, il garde seulement un souvenir : celui de la lettre qu'il a envoyée à sa mère avant de mourir. «*Tu sais*, écrit-il, *je crois bien que c'est la dernière que j'envoie.*»

En 1918, l'État place leur exploitation dans la zone rouge, celle où le coût supposé d'une remise en culture est censé dépasser les

revenus de la terre. Mais son père, Ambroise, ne s'avoue pas vaincu. Il extrait inlassablement les obus de leur enveloppe terrestre et replante. «*Il a rebâti comme il a pu*», raconte Charles. Quand son tour vient, il se joint à son père. Comme son prénom l'augurait, il subit toute sa vie l'influence de la guerre. Pendant plus de quarante ans, il déterre des obus, des munitions, des barbelés. «*On en trouve toujours aujourd'hui et on en trouvera peut-être encore pendant cent ans*, s'exclame-t-il. *Mon petit-fils a même découvert des rails datant de l'époque!*» Son petit-fils Jérôme déboule justement et salue son grand-père du haut de son tracteur. À 26 ans, il va passer des examens pour obtenir un diplôme agricole. Lui aussi a toujours vécu dans la région. Les obus, il connaît. Reste à espérer que la suite de l'histoire des Debailleul sera moins tragique.

V. GRAFF



NORD DE FRANCE

Le Crédit Agricole Nord de France partenaire du « Grand Prix de l'Enquête » du Club de la Presse

En remettant le « Grand Prix de l'Enquête » du Club de la Presse à Anne-Lise Havard et Valentin Graff, le Crédit Agricole Nord de France se réjouit de soutenir de jeunes talents.

Leur article « La terre au fer rouge » relate les suites d'une histoire particulièrement difficile dans notre région et rend compte des séquelles toujours présentes dans l'ancienne zone de front. Il interroge le lecteur sur cet héritage lourd et ses potentielles conséquences pour la terre et pour les générations futures.

Ce Prix décerné par le Club de la Presse souligne le dynamisme et l'initiative des jeunes talents et récompense la génération de journalistes qui éclot en Nord-Pas de Calais.

Etre responsable, éclairer, s'impliquer et contribuer à chaque niveau de la vie et du développement de notre région, ce sont ces valeurs fortes et cet ancrage régional que le Crédit Agricole Nord de France, banque coopérative et mutualiste partage aussi en Nord-Pas de Calais.

Direction de la Communication :

Viviane Olivo

Tél. : 03 20 63 69 79

viviane.olivo@ca-norddefrance.fr

Relations Presse :

Catherine Filonczuk

Tél. : 03 20 63 72 68

catherine.filonczuk@ca-norddefrance.fr

A propos du Crédit Agricole Nord de France

Structure bancaire régionale mutualiste de 260 000 sociétaires regroupés en 70 caisses locales, le Crédit Agricole Nord de France emploie 2800 collaborateurs au service de ses clients, répartis dans plus de 270 points de vente. Près de 75 % de ses équipes sont en lien direct avec la clientèle qui compte 1,1 million de clients.

Banque des entreprises, des institutionnels et des associations, la Caisse régionale est aussi la banque historique de l'agriculture en Nord-Pas de Calais.

Depuis 2007, le Crédit Agricole Nord de France est engagé dans une démarche RSE déclinée autour de trois axes : Protéger notre environnement et la biodiversité, valoriser les compétences des collaborateurs dans la diversité, participer au développement du territoire.

Plana RADENOVIC

Son article

« L'ancienne prison de Loos, une invitation au pillage ? »
paru dans La Voix du Nord

Le dernier détenu a quitté la prison de Loos en octobre 2011. Depuis le bâtiment, bien visible depuis l'A25, est régulièrement visité. Curiosité, vandalisme, vol, les motivations sont nombreuses pour les « explorateurs » et on y fait des découvertes surprenantes, oubliées par l'administration.



L'avis du jury

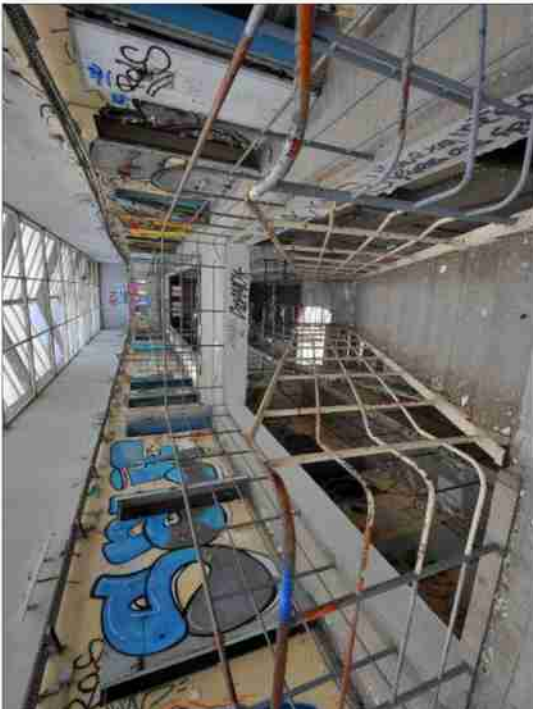
La Pénitencière fait rarement l'objet d'articles. Ici, c'est une véritable enquête qui lui est consacrée. Cela commence par un scoop mais ne s'y limite pas, car on apprend beaucoup de choses sur ce lieu pourtant connu de tous. L'article est très fouillé, on sent l'investissement et les nombreux contacts qui ont été nécessaires à sa réalisation, notamment pour décrocher un interview du directeur interrégional des services pénitentiaires, rarement présent dans les médias. Une belle maîtrise pour un article très bien construit qui a eu un impact jusque dans l'administration.

Son parcours

De l'histoire médiévale aux faits-divers, le parcours de Plana Radenovic peut surprendre. Ne se retrouvant pas dans les perspectives offertes par son Master 2 d'Histoire Médiévale à la Sorbonne, elle découvre le journalisme à l'occasion d'un stage au Monde. Elle est ensuite admise au CELSA et c'est à l'occasion de ses stages qu'elle découvre les salles de rédaction, notamment à la Voix du Nord. Une fois diplômée, elle a travaillé au Journal du dimanche (site Internet) et à Europe 1 (site Internet) avant de revenir dans le Nord pour un an et demi de CDD à Direct Lille. Elle est désormais fait-diversière pour les éditions Lambersart et Armentières de La Voix du Nord.

ELLE EST RESTÉE JUSQU'À LA QUASIMENT À L'ABANDON

L'ancienne prison de Loos : une invitation au pillage ?



« De multiples gens rôdent »

centre de détention ?
« Au minimum de la fermeture, la maison d'arrêt de Loos sera fermée en octobre 2011, un certain nombre de bâtiments seront démolis et les autres seront transformés en logements sociaux... »

Alain Jigo, directeur intermédiaire de la direction interrégionale de l'administration pénitentiaire de Lille, se fait discret sur les projets de la maison d'arrêt de Loos. « La maison d'arrêt de Loos est une maison d'arrêt de type classique, elle a été construite au XIX^e siècle... »

Qu'advientra-t-il du camp de Roms ?

Officiellement, l'administration pénitentiaire ne voit pas de problème à ce que le camp de Roms soit transformé en logements sociaux... Mais, dans la pratique, les choses sont plus compliquées.



Les Roms sont installés sur le parking depuis avril 2013. À l'époque, Alain Jigo avait dit que la maison d'arrêt de Loos allait être démolie...

L'ancienne abbaye sera sauvée

Le centre de détention (ancien aux détenus) qui perçait de Loos a été aménagé en 1920, sous le régime de Vichy... L'abbaye sera sauvée et transformée en logements sociaux.



L'ancienne abbaye date du XVII^e siècle. Elle sera sauvée et transformée en logements sociaux.

Depuis sa fermeture en octobre 2011, le prison de Loos, est-il prêt à être pillé ?

Malgré les arrestations répétées, en octobre 2011, le prison de Loos, est-il prêt à être pillé ? Les détenus ont accès à Internet et utilisent les ordinateurs pour communiquer avec leurs proches... Les visiteurs sont nombreux et les détenus sont bien traités.

Malgré les arrestations répétées, en octobre 2011, le prison de Loos, est-il prêt à être pillé ? Les détenus ont accès à Internet et utilisent les ordinateurs pour communiquer avec leurs proches... Les visiteurs sont nombreux et les détenus sont bien traités.

Malgré les arrestations répétées, en octobre 2011, le prison de Loos, est-il prêt à être pillé ? Les détenus ont accès à Internet et utilisent les ordinateurs pour communiquer avec leurs proches... Les visiteurs sont nombreux et les détenus sont bien traités.

Comment ont été choisis les lauréats ?



3 octobre

Date limite de candidature



61 candidats

7 octobre

Réunion de la commission



Vérification de la conformité
des candidatures (âge, date de parution...)

21 octobre

Réunion du jury



Débats et votes

= 7 lauréats primés

Les Grands Prix

Bilan chiffré



Chaque année, les Grands Prix sont l'occasion de faire un instantané régional de la profession. Point positif de cette édition 2014, on constate une hausse du nombre de participants par rapport à l'édition précédente. Il faut y voir le signe que le concours et l'émulation qu'il crée continue de retenir l'attention des journalistes.

- On note que **les candidats sont en majorité nordistes (72%)**, signe de la concentration des rédactions.
- **36% des candidats ont été publiés par la Voix du Nord**. Là encore ce n'est pas une surprise, le groupe étant le seul de son envergure dans la région.
- Avec **55 % de candidates**, on peut dire que la parité fait son chemin dans les rédactions.

Depuis 2002 :

- 13 éditions
- 111 lauréats, chacun récompensé d'un prix de 1000€
- 824 candidats

Evolution du nombre de candidats

Année	Nombre de participants
2003	44
2004	52
2005	61
2006	77
2007	62
2008	75
2009	72
2010	67
2011	112
2012	86
2013	55
2014	61

A travers ses grands événements le Club de la presse affirme sa volonté d'être un réseau à l'échelle régionale. Chaque année, les Grands Prix partent à la rencontre des adhérents, des journalistes et des communicants. Depuis 2002, les Grands Prix ont été accueillis par le Domaine Mandarine à Seclin, le Musée de la Piscine de Roubaix, le studio national des arts contemporains Le Fresnoy à Tourcoing, la ville de Douai, le Forum des Sciences de Villeneuve d'Ascq, la ville de Béthune, la ville d'Orchies, l'Hospice d'Havré de Tourcoing, France 3 Nord- Pas de Calais à Lille à deux reprises, le site historique minier de Lewarde, la Gare Saint Sauveur à Lille et Lille Grand Palais.

Le Club de la presse Nord – Pas de Calais



Depuis plus de 20 ans aux côtés des professionnels du journalisme et de la communication du Nord – Pas de Calais.

A la fois lieu d'échanges, de débats, de formation et d'information, le Club de la presse Nord – Pas de Calais cultive sa vocation de créateur de rencontres et de liens entre journalistes et communicants de la région. Fidèle aux valeurs qu'il défend depuis sa création, le Club de la presse propose de nombreux rendez-vous à ses adhérents, reçoit des intervenants de tous horizons pour contribuer à alimenter la réflexion sur la profession de journaliste, l'évolution des rapports entre journalistes et communicants, le traitement de l'actualité par les médias, décrypter l'actualité...

Les initiatives du Club de la presse

➤ Presse à l'école

Le Club de la presse participe tout l'année à la formation des futurs lecteurs avec des opérations de présentation de la presse et de ses métiers en milieu scolaire. Les adhérents de l'association s'investissent dans la semaine de la presse à l'école et l'organisation du concours régional de la presse scolaire en partenariat avec le Clemi (Education nationale).

Le 24 novembre sera présenté, au Club de la presse, le recueil « Entrer dans l'écrit – Quand les allophones apprennent le français ». Cette anthologie de textes, écrits par des élèves dont le français n'est pas la langue maternelle, a reçu le soutien de l'Académie de Lille, du Crédit Agricole Nord de France, de la Fondation de Lille et la participation active du Club de la presse

➤ Emploi

Le Club de la presse propose régulièrement conseils et orientations aux pigistes et journalistes avec des Clubs emploi pour s'informer sur les droits, devoirs ou des aspects techniques du métier de journaliste avec des spécialistes (la commission de la carte, la déclaration d'impôts, le droit à la formation, les nouvelles technologies...).

Sur son site internet l'association propose des offres d'emplois régulièrement mises à jour et des fiches pratiques.

➤ **Défense de la liberté de la presse**

Le Club de la presse est actif sur les questions de protection des droits de la presse et la sensibilisation aux difficultés liées au métier et au statut du journaliste. L'association et ses adhérents se mobilisent régulièrement pour des actions de défense de la liberté de la presse : manifestations pour la libération des journalistes otages, soutien aux confrères victimes de l'oppression (Algérie, Iran...).

➤ **Actualité**

Avec les Mardis de l'Info le Club de la presse propose des débats interactifs, animés par des journalistes, pour aborder, de manière distanciée, un point d'actualité avec des intervenants. S'y ajoute des débats, des ateliers réflexions, en fonction de l'actualité, des propositions des adhérents...

Rendez-vous :

- **le 17 novembre : le Club de la presse reçoit DANIEL MERMET**

Le célèbre animateur de l'émission « La-bas si j'y suis », diffusé par France inter depuis 1989 et brutalement arrêtée en juin présentera ses projets dont le lancement d'un nouveau pure-player qui continuera de faire vivre l'esprit de l'émission. Une rencontre unique dans la région, proposée par le Club de la presse.

Les Mardis de l'Info :

- **le 18 novembre : « La France va-t-elle perdre l'Afrique? » avec Fehrat MEHENNI, fondateur du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK).**
- **le 16 décembre : « Retour sur Gaza » avec Mireille GABRELLE, Association France Palestine Solidarité et Pierre BARBANCEY , grand reporter à l'Humanité.**

➤ **Les grandes soirées**

Un réseau n'est rien s'il ne propose pas à ses membres des occasions de se retrouver. Organisées dans des lieux culturels et symboliques, plusieurs grandes soirées rythment l'année : Les Prix Chicon – Houblon, le Noël du Club, le lancement de l'annuaire, les Grands Prix du Club de la presse. D'autres événements, comme l'accueil des nouveaux membres, les expositions photo, sont autant de rencontres proposées tout au long de l'année.

NOUVELLE ADRESSE DEPUIS MARS 2014

Club de la presse Nord Pas de Calais
50, rue Gauthier de Châtillon, BP71062
59011 Lille cedex

Faouzia Allienne, déléguée générale : clubdelapressenpdc@nordnet.fr – 03 28 38 98 40
Nicolas Bailly, chargé de communication : comm.clubdelapresse@wanadoo.fr – 03 20 37 65 70

Prestations et services

Le Club de la presse met son expérience et son savoir-faire à votre service et vous propose des solutions pour faciliter vos relations presse.

L'annuaire du Club de la presse : des contacts médias et professionnels

Un « must-have » pour les relations presse dans la région. Offert à chaque adhérent, il est vendu sur place ou sur internet pour les non-adhérents. Vous y retrouverez les adhérents du Club et un fichier presse régional complet (presse écrite, radio, télévision, correspondants des titres nationaux)...

Un plus pour l'édition 2015 : une nouvelle partie consacrée à la presse picarde.

Annuaire 2015 : pour en faire partie, adhérez dès aujourd'hui

Des formules d'adhésion et des avantages adaptés pour les journalistes, les communicants, les étudiants, les entreprises et collectivités locales adhérentes, les entreprises amies.

Adhésion possible en ligne sur www.clubdelapressenpdc.org

Organisation de conférences de presse clés en mains

Le Club de la presse propose plusieurs espaces pour l'organisation de conférences de presse, séminaires ou autres événements (visibles sur [http://clubdelapressenpdc.org /-les-services-du-club-organisation-de-conference-de-presse-.html](http://clubdelapressenpdc.org/-les-services-du-club-organisation-de-conference-de-presse-.html)).

Le Club peut fournir des prestations d'accompagnement ou de préparation de ces manifestations : lancement et suivi d'invitations, relance téléphonique, fournitures de prestations de bouche (petit-déjeuner de presse, cocktail) etc.

Contactez l'équipe pour une demande de devis.

Les formations « Gestion des relations presse : la pratique » et média-training

Le Club propose un programme intitulé « Gestion des relations presse : la pratique ». Pour les attaché(e)s de presse, chargé(e)s de communication, responsables d'entreprises, de collectivités locales, d'associations, élu(e)s il permet d'aborder les différents outils utilisés en relations presse avec un journaliste et de faire un média-training avec une Journaliste Reporter d'Images.

Prochaine formation le 17 novembre : 280€/HT. Prise en charge dans le cadre de la formation continue.

Les projets en cours



Soutenez le Club de la presse – participez au lancement de l'agenda 2015

Soutenez le Club de la presse et donnez-lui les moyens de poursuivre son action en achetant un ou plusieurs exemplaires de l'Agenda 2015 (tarif unitaire adhérent 15€ - non adhérent 18€, tarifs dégressifs).

Le Club de la presse Nord – Pas de Calais vous propose de prendre part à son nouveau projet : l'édition de son Agenda 2015. Plus qu'un outil de travail, c'est avant tout un beau livre que vous aurez entre les mains, illustré par des photos tirées des expositions du Club de la presse « Le Nord – Pas de Calais vu par ses photographes ».

Vivantes informatives, ou simplement belles, ces images sont un fervent hommage à notre région et à sa diversité. Une façon aussi de valoriser encore une fois, et il le faut, le travail des photojournalistes et photographes.



Entreprises, collectivités locales, comités d'entreprises, n'hésitez pas à prendre contact avec l'équipe du Club de la presse pour toute commande en nombre. Des possibilités de personnalisation peuvent vous être proposées.

➤ Concours de la photo de la Une de l'annuaire 2015

Ouvert à tous les photographes de la région, le concours photo de la couverture de l'annuaire du Club de la presse est doté d'un prix de 460€ pour le lauréat et offre la possibilité de donner de la visibilité à votre travail sur un support diffusé en région et dans toute la France.

Les photos proposées devront illustrer un événement marquant de l'actualité régionale ou un aspect original du Nord-Pas de Calais.

Document professionnel de référence, l'annuaire est distribué à tous les adhérents et est commercialisé tout au long de l'année. Le concours est ouvert aux photographes régionaux, qu'ils soient professionnels ou amateurs.

CANDIDATURES JUSQU'AU 10 décembre

Club de la presse nord – Pas de Calais

clubdelapressenpdc@nordnet.fr – 03 28 38 98 40

Partenaires des Grands Prix



*Le Club de la presse Nord - Pas de Calais remercie chaleureusement
les partenaires des Grands Prix :*

